



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
25 juin 2013
Français
Original: anglais

**Comité contre la torture
Quarante-neuvième session**

Compte rendu analytique de la 1103^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 2 novembre 2012, à 15 heures

Président: M. Grossman

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention (*suite*)

Sixième et septième rapports périodiques de la Norvège (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 heures.

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention (suite)

Sixième et septième rapports périodiques de la Norvège (CAT/C/NOR/6-7) (suite)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation norvégienne reprend place à la table du Comité.*
2. **M^{me} Meinich** (Norvège) dit que le rapport entre les questions posées la veille par le Comité et la Convention n'a pas été toujours évident pour la délégation. Le Gouvernement norvégien attache une grande importance aux recommandations des organes conventionnels et espère donc que le dialogue avec le Comité porte clairement sur la Convention étant donné que l'objectif est de renforcer l'application de cet instrument. La délégation a regroupé les questions du Comité par thème et se propose de répondre tout d'abord à celles traitant de la place de la Convention dans le droit interne et d'autres questions de droit international.
3. Il est difficile de dire pourquoi la Norvège a mis autant de temps à ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture. Toutefois, le processus de ratification en est à son dernier stade et l'instrument de ratification devrait être soumis au Parlement au début de 2013.
4. Bien que la Convention n'ait pas été incorporée dans le droit interne et qu'il ne soit pas envisagé de prendre des mesures afin de combler cette lacune, ses dispositions peuvent être directement appliquées dans plusieurs situations. La définition de la torture énoncée dans le Code pénal n'est pas identique à celle figurant à l'article premier de la Convention; l'approche de la Norvège est néanmoins compatible avec cet instrument. Les dispositions du Code pénal sont précises et complètes et, en outre, elles couvrent les actes de torture commis pour des motifs qui ne sont pas cités dans ces dispositions. Dans le cadre de la révision du Code pénal, qui doit parvenir à son terme en 2013, le Gouvernement étudiera la possibilité d'inclure d'autres motifs de torture.
5. L'expression «discrimination injuste» utilisée dans la proposition de modification de la Constitution aurait plutôt dû être traduite par «traitement différencié injuste». L'objectif de cette modification est d'interdire la discrimination négative tout en autorisant la discrimination positive. D'autres formulations ont été proposées et le Comité sera dûment informé lorsque le libellé définitif aura été adopté.
6. Le Gouvernement norvégien reconnaît l'importance des travaux de son institution nationale des droits de l'homme et leur accorde un rang de priorité élevé. Un groupe de travail interministériel a été créé afin de garantir la conformité de cet organe avec les Principes de Paris; il est chargé d'examiner et de soumettre des propositions de modification de la législation pertinente et se consacre pleinement à cette tâche.
7. La Norvège a décidé de ne pas ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille car le libellé de ses dispositions n'est pas clair, ce qui l'empêche d'évaluer les incidences que pourrait avoir la ratification de cet instrument sur les obligations qui lui incombent au titre d'autres instruments internationaux. La Norvège a ratifié tous les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi que les principales conventions de l'Organisation internationale du Travail. Elle accorde une grande importance aux initiatives tendant à améliorer les normes du travail, qui sont cruciales pour les droits des migrants.
8. Conformément à l'accord conclu entre la Norvège et l'Afghanistan concernant le traitement et l'extradition de détenus en Afghanistan, le Gouvernement norvégien collabore avec les autorités afghanes afin de garantir que les intéressés soient traités avec humanité et

dans le respect du droit international. Depuis sa signature en 2006, 30 personnes ont été transférées en application de cet accord. De manière générale, la Norvège n'a découvert aucun élément de preuve montrant que des actes de torture ou des traitements dégradants avaient été commis; s'agissant de la plainte pour torture qui a été déposée par un individu, aucune preuve confirmant le bien-fondé de ses allégations n'a été produite et ce homme a été remis en liberté.

9. **M^{me} Myhren** (Norvège) dit que la législation norvégienne garantit l'interdiction absolue de refouler les réfugiés reconnus ainsi que les personnes qui courent un risque réel d'être exécutées ou torturées en cas de renvoi dans leur pays d'origine.

10. Il n'est pas prévu d'étendre la jouissance du droit à une aide juridictionnelle gratuite aux personnes en attente d'expulsion. En première instance, les mineurs non accompagnés qui demandent l'asile peuvent bénéficier gratuitement des services d'un conseil; les demandeurs d'asile adultes jouissent du droit à une aide juridictionnelle gratuite s'ils forment recours. Le Gouvernement reconnaît certes que l'accès à l'aide juridictionnelle revêt une grande importance au tout début de la procédure, mais il estime qu'à ce stade, l'information joue un rôle prépondérant. C'est la raison pour laquelle l'Organisation norvégienne d'aide aux demandeurs d'asile applique un programme visant à informer et orienter les demandeurs d'asile au début de la procédure et la police donne aux intéressés des renseignements sur le droit qui leur est dévolu de bénéficier des services d'un conseil et de contacter un représentant de leur pays d'origine ainsi que de recevoir une assistance du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou d'une association norvégienne d'aide aux réfugiés, au cas où ils auraient besoin d'une protection ou seraient en attente d'expulsion; en outre, la police est tenue d'aider ces personnes à contacter une organisation indépendante ou un conseil si elles le demandent. Des renseignements sur l'accès à l'aide juridictionnelle gratuite et le droit de former un recours sont disponibles en plusieurs langues.

11. Les étrangers qui sont sous le coup d'un arrêté d'expulsion fondé sur une violation de la loi sur l'immigration jouissent du droit à l'aide juridictionnelle gratuite, ce qui ne vaut pas pour les étrangers expulsés en raison d'une condamnation pour infraction au Code pénal. Les personnes condamnées pour violation de la loi sur l'immigration ne bénéficient d'une aide juridictionnelle qu'en cas d'expulsion. Les étrangers nécessitant une protection ne sont pas sanctionnés s'ils ne sont pas en possession de documents de voyage valables. En 2010, les recours interjetés par les étrangers déboutés de leur demande d'asile ou en instance d'expulsion ont été favorablement accueillis par les tribunaux dans environ un cas sur six et, en 2011, dans un cas sur trois.

12. Les demandeurs d'asile déboutés peuvent contester le bien-fondé de la décision les concernant; dans les cas exceptionnels, ils peuvent obtenir une aide juridictionnelle gratuite. L'exécution des décisions en matière d'asile est suspendue dès qu'un recours a été formé en première instance, sauf dans les cas suivants: lorsque l'affaire relève du Règlement Dublin II, que les conditions d'obtention du permis de séjour ne sont manifestement pas remplies ou que la demande de la personne concernée a été rejetée par les autorités d'un autre pays. L'exécution d'une décision relative à une demande d'asile est généralement suspendue tant que l'affaire est en instance.

13. La police norvégienne prend au sérieux les cas d'enfants qui disparaissent des centres d'accueil où ils étaient hébergés. Les autorités s'efforcent de prévenir ce phénomène et la Direction nationale de l'immigration a publié des lignes directrices sur les disparitions de mineurs non accompagnés de 15 à 18 ans et sur les moyens de retrouver la trace d'éventuelles victimes de la traite. La Direction de l'immigration est tenue de signaler toute disparition d'enfant dès que celle-ci est constatée; les mineurs non accompagnés qui ont quitté un centre d'accueil sans laisser d'adresse sont automatiquement portés disparus et leur tuteur légal ainsi que les services de protection de l'enfance sont alertés.

14. La Norvège convient que les mineurs non accompagnés doivent bénéficier d'une prise en charge complète pendant leur séjour en centre d'accueil mais estime qu'une fois qu'ils ont atteint l'âge de 18 ans, ils doivent retourner dans leur pays d'origine. Ils sont néanmoins autorisés à rester dans le centre d'accueil jusqu'à leur départ. Les enfants qui n'ont pas obtenu une protection internationale et qui ne sont pas renvoyés dans leur pays ont le droit d'avoir un tuteur légal jusqu'à leurs 18 ans. En 2011, 75 % des mineurs non accompagnés avaient obtenu une protection et 12 % s'étaient vu délivrer un permis de séjour pour motifs humanitaires, exception faite des mineurs dont le cas relevait du Règlement Dublin II. D'autres mineurs qui n'avaient pas de proches susceptibles de s'occuper d'eux dans leur pays d'origine ont obtenu un permis de séjour temporaire.

15. Des permis de séjour temporaires sont accordés aux mineurs non accompagnés en raison de leur vulnérabilité. Cependant, tous les demandeurs d'asile mineurs n'ont pas nécessairement besoin d'une protection de ce type. Le Gouvernement essaie de faire en sorte que les mineurs qui ne nécessitent pas une protection ne privilégient la Norvège comme pays de destination. Les jeunes de 16 à 18 ans peuvent obtenir un permis de séjour temporaire même s'ils ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier d'une protection ou pour recevoir un permis de séjour pour motifs humanitaires, lorsqu'il n'est pas envisageable de leur accorder un permis de séjour permanent.

16. Les services de protection de l'enfance ont pour mandat de prendre en charge les mineurs non accompagnés de moins de 15 ans qui demandent l'asile, tandis que les services de l'immigration s'occupent des mineurs de plus de 15 ans. Il leur a été difficile de faire face à l'accroissement rapide du nombre de mineurs non accompagnés ayant demandé l'asile dans le pays entre 2007 et 2009 compte tenu des ressources humaines et des infrastructures dont ils disposaient; pendant la période de 2009-2013, bien que le nombre de nouveaux arrivants ait diminué, le Gouvernement a décidé que les mineurs de 15 ans ne seraient plus confiés aux services de protection de l'enfance. Cependant, les mineurs de plus de 15 ans sont adéquatement pris en charge, conformément à la législation nationale et aux obligations internationales contractées par la Norvège. En vertu de la loi sur la protection de l'enfance, tous les demandeurs d'asile mineurs bénéficient d'une protection dans les mêmes conditions que tous les autres enfants vivant en Norvège.

17. Conformément au Règlement Dublin II, l'expression «membres d'une famille» recouvre les membres de la famille nucléaire d'un demandeur d'asile. En règle générale, la Norvège traite les demandes de regroupement familial, bien que des statistiques ne soient pas établies sur les celles portant sur des parents éloignés du demandeur. La Norvège est habilitée à examiner une demande d'asile déposée dans un autre pays soit en appliquant la clause de souveraineté, lorsque l'étranger a un lien avec le pays du fait que des proches y vivent, soit en appliquant la clause humanitaire, lorsqu'il s'agit de préserver l'unité de la famille.

18. Le nombre de demandes d'asile rejetées et d'expulsions doit être replacé dans le contexte adéquat. Les statistiques données au paragraphe 66 du rapport portent sur une période de quatre ans pendant laquelle 340 000 décisions octroyant à des étrangers le droit de recevoir un premier permis de séjour ont été rendues. Pendant cette période, la Norvège a reçu 48 200 demandes d'asile; dans ce contexte, le nombre de rejets, soit 29 500, n'est pas élevé. En 2011, 51 % des demandes d'asile examinées au fond ont abouti à une décision favorable, à l'exception des cas relevant du Règlement Dublin II; ce pourcentage est élevé pour un pays européen.

19. Enfin, l'avocat qui avait blessé un demandeur d'asile en tirant des coups de fusils sur lui a été inculpé de tentative de meurtre et déclaré psychotique à l'époque des faits. Les autorités ont proposé de le transférer dans un établissement psychiatrique fermé et un tribunal l'a condamné à verser des dommages et intérêts à la victime. La délégation ne dispose d'aucune information sur sa licence en droit.

20. **M. Austad** (Norvège) dit que, lors de leur visite au centre de rétention de Trandum, effectuée en mai 2011, les membres du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) ont considéré que les conditions y étaient généralement très satisfaisantes, tout en constatant certaines déficiences. L'affaire Abu Arrah, au sujet de laquelle le Comité a demandé des renseignements, a fait l'objet d'une décision en septembre 2012; la Direction de la police a rejeté la plainte.

21. Le Gouvernement norvégien estime comme le Comité qu'il importe que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se rende dans le centre de rétention de Trandum. Les accords qui avaient été conclus avec le CICR n'ont pas été suspendus et ce dernier n'a pas cessé d'y effectuer des visites. Bien que tous les détails n'aient pas encore été réglés, un nouvel accord est clairement souhaité par toutes les parties prenantes et le Ministère de la justice a pris des mesures pour qu'il soit conclu dans les meilleurs délais.

22. Les conditions de rétention dans le centre de Trandum ont été améliorées grâce à la construction en avril de deux nouveaux bâtiments comprenant 72 cellules individuelles qui sont toutes pourvues de douches et de toilettes. Chacune des quatre nouvelles ailes du centre comprend une buanderie commune. Une baisse du nombre de mesures de contrainte a été enregistrée depuis que les nouveaux bâtiments ont été mis en service. En outre, divers cours de formation continue ont été dispensés pendant deux ans à l'ensemble du personnel, notamment sur la communication, la négociation et la prévention des risques de suicide. Le personnel psychiatrique peut être consulté lorsque des détenus ont des tendances suicidaires ou sont atteints de troubles psychiques; en outre, les nouveaux arrivants sont désormais soumis à un examen de dépistage systématique effectué par une infirmière.

23. En ce qui concerne le recensement des nuitées passées au centre, M. Austad dit que, jusqu'à la semaine précédente, le système informatique ne permettait pas d'obtenir des données statistiques sur la durée moyenne des périodes de rétention. Il est toutefois en mesure d'indiquer que la majorité des hommes célibataires adultes y sont retenus pendant sept jours et que les familles comprenant des enfants mineurs n'y séjournent que pendant vingt-quatre heures au maximum.

24. Au cours de 2011, un nouveau système de saisie des données a été introduit à Trandum, ce qui devrait faciliter l'établissement de statistiques plus précises sur le nombre de détenus. Étant donné que la priorité a été accordée à la mise en place du système, des statistiques ne sont pas encore disponibles pour l'année 2011.

25. Lors de sa visite au centre de Trandum, le CPT a informé des membres de la police que le dossier médical d'un détenu avait été retrouvé dans un fichier des services de police. Les procédures ont été revues et modifiées afin de garantir la confidentialité des données médicales.

26. En ce qui concerne les questions posées au sujet du placement à l'isolement cellulaire, M. Austad indique que les individus qui sont arrêtés sont généralement placés dans une cellule d'un commissariat de police. Cette mesure ne peut qu'avoir une durée limitée étant donné que les intéressés n'ont aucun contact avec d'autres personnes et que, dans les faits, ils se trouvent à l'isolement. Les gardés à vue doivent être présentés devant un tribunal de district dans les trois jours; ensuite, en vertu du règlement de police, ils doivent être transférés dans une prison dans les quarante-huit heures à moins que des obstacles de nature pratique ne rendent la chose impossible. Toutefois, en raison du manque de place dans les prisons, le parquet remet souvent en liberté des suspects qui, dans d'autres circonstances, auraient été présentés à un juge afin de protéger leurs droits fondamentaux. Dans certains cas, le juge renonce à ordonner le placement en détention provisoire lorsque les établissements concernés sont saturés. Le nombre de personnes retenues en garde à vue pendant plus de quarante-huit heures après de leur arrestation a considérablement diminué depuis 2010.

27. Il a été signalé que la réduction en 2011 du nombre de personnes gardées à vue était principalement due aux améliorations apportées au commissariat de police d'Oslo. Il reste certes des progrès à faire pour remédier à la situation décrite dans le rapport du CPT, mais il convient de relever que la capacité d'accueil des prisons a augmenté au cours des dernières années écoulées, bien que cela ne suffise pas à remplir les besoins, qui sont de plus en plus importants. L'écart persistant entre les besoins et la capacité d'accueil peut être attribuée en partie aux opérations lancées par le Gouvernement pour combattre le crime organisé, qui ont eu des répercussions sur la capacité d'accueil des prisons. Les détenus des prisons de Bergen sont de plus en plus souvent transférés dans des prisons situées dans l'est de la Norvège afin qu'ils ne soient pas maintenus au poste de police pendant plus de quarante-huit heures.

28. Les personnes qui demandent à voir un médecin reçoivent généralement une réponse dans les meilleurs délais et, à la suite du rapport du CPT, la Direction de la police a demandé dans une lettre adressée à tous les chefs de la police de rappeler à leurs subordonnés la nature de leurs obligations dans ce domaine.

29. Les règles régissant le placement des prévenus à l'isolement ont été modifiées en 2002 afin que cette mesure ne puisse être ordonnée que dans certaines circonstances bien précises. Une étude effectuée en 2009 par l'école norvégienne de police a montré que ces modifications ont produit les effets souhaités. Le recours à l'isolement cellulaire est beaucoup moins répandu qu'en 2002; cette mesure n'est utilisée que pendant des périodes brèves et en cas d'incident grave.

30. **M. Skulberg** (Norvège) indique à propos de l'isolement cellulaire qu'en juin 2012, l'institution nationale des droits de l'homme a publié un rapport complet sur le placement à l'isolement de détenus dans les prisons, dans lequel elle a conclu que la réglementation pertinente était vague et discrétionnaire. Le Ministère de la justice a examiné ce rapport et prendra en considération les recommandations qu'il contient. Bien que ce rapport mette en lumière les lacunes existant dans les règles de procédures, notamment en ce qui concerne le droit de tout suspect d'être informé du motif pour lequel il est privé de contact avec les autres détenus, aucun incident dans lequel un détenu se serait vu refuser le droit de recevoir ce type d'information n'a été porté à la connaissance des services pénitentiaires. Lorsque la direction d'un établissement pénitentiaire ordonne la mise à l'isolement d'un détenu, elle est tenue de motiver sa décision en droit et en fait.

31. D'après ce rapport, il serait arrivé que des détenus soient mis à l'isolement et que la hiérarchie n'en ait pas été informée, contrairement aux dispositions de la réglementation pertinente. Les services pénitentiaires ont pris ces incidents très au sérieux et ont écrit à tous les établissements concernés pour leur rappeler leurs obligations à cet égard.

32. Les décisions de mise à l'isolement sont susceptibles de recours dans les sept jours ou, s'il s'agit de sanctions disciplinaires, dans les quarante-huit heures. En 2011, 57 recours ont été formés contre des décisions de placement à l'isolement, dont quatre ont été rejetés. Depuis le début de 2012, 52 recours ont été soumis, dont 3 ont été rejetés. Ces statistiques ne valent pas pour l'ensemble du pays.

33. La Direction de l'administration pénitentiaire entend charger un groupe de travail de passer en revue les modalités de fonctionnement et les attributions des conseils régionaux de supervision afin de garantir que le droit des détenus à une procédure régulière soit adéquatement protégé.

34. Les systèmes informatiques utilisés par les services pénitentiaires sont vétustes et contiennent des données peu fiables; toutefois, un rapport informatisé sera établi en 2013 et des statistiques sur l'isolement cellulaire seront disponibles.

35. À la prison de Trondheim, un détenu a été maintenu à l'isolement pendant cent dix jours afin de préserver l'ordre et la sécurité dans l'établissement; il proférait constamment des menaces et avait un comportement menaçant, ce qui amenait les autres détenus à fuir sa compagnie.

36. **M. Austad** (Norvège) dit qu'en Norvège, le phénomène du viol n'est ni chronique ni plus largement répandu que dans d'autres pays. Au cours des dernières années écoulées, le Gouvernement a accordé un rang de priorité élevé à ce problème et, dans le cadre de l'exécution d'un plan d'action adopté en 2011, il a encouragé la tenue de débats sur les moyens de le combattre plus efficacement. Plusieurs mesures importantes ont été prises. En particulier, des peines plus lourdes ont été introduites et la prise en charge des victimes a été améliorée. La volonté du Gouvernement de lutter contre le viol est donc manifeste. Dans le Code pénal, le viol est associé au recours à la force mais, dans la pratique, il suffit que l'auteur ait exercé ne serait-ce qu'une contrainte minime pour qu'il soit condamné. La notion de consentement n'occupe pas une place centrale dans la définition juridique du viol étant donné qu'elle n'a aucune incidence sur les exigences en matière de preuve. Cependant, le libellé des dispositions pertinentes du Code pénal sera réexaminé. En outre, afin d'améliorer l'efficacité des enquêtes et d'accélérer les procédures, il a été décidé de fixer un délai pour le traitement des affaires de viol dès le moment où une enquête est ouverte. Des efforts constants sont fournis pour comprendre les réalités qui se cachent derrière les statistiques du viol, infraction qui prend diverses formes. L'accroissement spectaculaire du nombre de viols ou de tentatives de viol signalés depuis 2010 est dû au fait que de plus en plus de victimes osent porter plainte, évolution qui mérite d'être encouragée et dont il y a lieu de se féliciter.

37. En ce qui concerne la surveillance électronique du respect des ordonnances d'interdiction temporaire prononcées dans le cadre d'affaires de viol, l'expérience pilote qui devait être lancée en décembre 2012 par le Directeur de la police a dû être remise à une date ultérieure car l'adaptation projetée de la stratégie appliquée en Espagne s'est révélée incompatible avec le système norvégien.

38. Pour ce qui est des statistiques sur la violence contre les femmes, M. Austad indique qu'en 2009, 2 144 affaires concernant ce type de violence ont été recensées, contre 2 474 en 2010 et 2 604 en 2011. La plupart ont été jugées en application de l'article 219 du Code pénal.

39. Les efforts inlassables déployés pour combattre la traite des enfants ont été fructueux. Deux enquêtes de grande envergure sur des groupes criminels qui exploitaient des enfants en les contraignant à mendier et à commettre des vols à l'étalage ont récemment débouché sur des condamnations. La police accorde un rang de priorité aux affaires de ce type et des efforts sont constamment fournis pour améliorer l'efficacité des opérations menées dans ce domaine. En particulier, en 2012, un séminaire national sur la traite des personnes a été organisé à l'intention du personnel des services de police et du parquet.

40. **M. Skulberg** (Norvège) dit que les mineurs ne sont emprisonnés qu'en dernier recours. En 2010, 1 600 mineurs ont été placés en garde à vue. Plus de 50 % d'entre eux ont été remis en liberté dans les six jours et seuls 62 mineurs ont été placés en détention provisoire. Tout au long de l'année, on dénombre en moyenne une dizaine de mineurs dans les centres de détention du pays. La plupart sont des prévenus.

41. **M. Aaserudhagen** (Norvège) dit qu'en 2011, plusieurs propositions de modification de la législation relative aux mineurs ont été adoptées dont les plus notables sont l'institution d'une nouvelle sanction pénale dite «peine pour mineurs» et la création de quartiers réservés aux mineurs au sein des établissements pénitentiaires. Des dispositions strictes encadrent désormais la détention avant jugement et la détention provisoire de mineurs. En fait, le placement en détention provisoire est désormais limité aux cas les plus

graves et, à ce jour, aucun mineur n'a fait l'objet d'une mesure de cette nature dans le pays. Il n'y a donc aucune jurisprudence sur la question.

42. La nouvelle disposition prévoyant une «peine pour mineurs» représente une réelle solution de remplacement à la privation de liberté et a pour objectif de réduire le nombre de mineurs qui exécutent une peine d'emprisonnement. Conformément à cette disposition, une réunion avec toutes les parties prenantes est organisée par un modérateur en vue de mettre au point un plan d'action dont la durée est comprise entre six mois et trois ans. Ce plan peut comporter diverses mesures de prévention de la délinquance, dont des programmes de gestion de la colère et de lutte contre l'alcoolisme, et son application est surveillée par une équipe de coordination des activités en faveur des jeunes.

43. **M. Skulberg** (Norvège) dit que des quartiers pour mineurs sont en cours de création dans deux établissements pénitentiaires du pays. Parallèlement, trois spécialistes de la thérapie par le milieu et un psychologue pour enfants ont été engagés à titre temporaire dans la prison d'Oslo. En raison de la situation démographique du pays et compte tenu du fait que les délinquants mineurs ont besoin de rester en contact avec leurs proches, les autorités norvégiennes ne peuvent exclure la possibilité que certains mineurs aient à exécuter leur peine dans un établissement pénitentiaire ordinaire.

44. **M. Austad** (Norvège) dit que le recours inutile à la force par les membres de la police n'est pas considéré comme un problème généralisé. Le Gouvernement a décidé de ne pas appliquer les recommandations l'invitant à suivre les affaires concernant des contrôles au faciès effectués par la police, estimant que le meilleur moyen de lutter contre cette pratique est de mener des activités de prévention en organisant des cours de formation. À la suite de la mort en garde à vue d'Eugene Ejike Obiora, l'analyse des risques que comporte le recours à la position de décubitus ventral dans le cadre d'une arrestation constitue une grande partie de la formation dispensée à l'école de police sur les techniques d'arrestation.

45. Une plainte pour brutalités policières a été déposée à la suite de l'arrestation en 2008 d'une jeune fille qui était en état d'ébriété. Cette dernière avait craché sur une fonctionnaire de police qui, en réaction, l'avait giflée. À la suite de l'enquête menée sur cet incident, il a été conclu que le recours à la force dans cette affaire avait été certes superflu mais qu'il s'agissait d'une réaction à une provocation et non d'une violation de la loi.

46. **M. Aaserudhagen** (Norvège) dit que la notion d'exonération de la responsabilité pénale en cas de maladie psychique, qui est actuellement débattue par le Parlement, n'est pas nouvelle en Norvège; le principe de l'incapacité mentale est inscrit dans le droit pénal depuis des décennies. Les terroristes présumés jouissent des mêmes garanties procédurales que toutes les autres personnes soupçonnées d'une infraction grave.

47. **M. Skulberg** (Norvège) dit qu'en 2011, 421 affaires de violence entre détenus ont été recensées et le dernier cas de meurtre entre détenus a été recensé en 1982. En 2011, 261 affaires concernant des violences et des menaces dirigées contre des membres du personnel pénitentiaire ont été signalées; 84 d'entre elles portaient sur des violences physiques; le dernier meurtre commis par un détenu sur la personne d'un gardien de prison a eu lieu en 1992.

48. On dénombre actuellement 698 condamnés attendant d'exécuter leur peine de prison depuis plus de deux mois. La priorité est accordée aux personnes en détention provisoire, aux individus de moins de 21 ans et aux personnes qui doivent exécuter de lourdes peines d'emprisonnement ou qui ont été condamnées pour des infractions violentes, des infractions commises en réunion ou des infractions liées au crime organisé. Les autorités norvégiennes estiment préférable d'avoir une liste d'attente de personnes condamnées pour des infractions de gravité mineure que des prisons surpeuplées. Plus de 90 % des personnes qui sont sur liste d'attente se présentent volontairement à la prison lorsqu'ils y sont convoqués pour exécuter leur peine.

49. Les prévenus ne sont généralement pas séparés des condamnés mais la plupart d'entre eux jugent cette situation préférable car cela leur permet d'avoir plus facilement accès au travail, à l'éducation et à des programmes de formation. Ceux qui ne souhaitent pas être détenus avec des condamnés ne sont pas obligés de cohabiter avec ces derniers.

50. **M. Andersen** (Norvège) dit qu'en vertu de la loi sur la santé mentale, des mesures de contrainte ne peuvent être imposées aux patients atteints de troubles mentaux que lorsqu'elles sont le seul moyen de les empêcher de s'infliger des blessures ou de causer de graves dommages matériels. Les mesures de contrainte sont autorisées si les effets positifs escomptés contrebalancent les inconvénients liés à leur application. Les patients sanglés à un lit ou à une chaise sont constamment suivis par des professionnels de la santé. La réglementation d'application de la loi sur la santé mentale pose des limites claires au recours aux mesures de contrainte. D'après un rapport publié en octobre 2011, le recours aux moyens de contrainte tels que les ceintures et des dispositifs de protection a augmenté depuis 2007, tandis que la fréquence de l'utilisation de moyens de contrainte pharmacologiques est demeurée stable. Les auteurs de ce rapport recommandent qu'un système efficace de notification soit mis en place afin de surveiller l'utilisation des moyens de contrainte.

51. Le recours aux moyens de contrainte varie encore considérablement d'une région à l'autre, ce qui est probablement dû à la mauvaise qualité des statistiques ainsi qu'à l'hétérogénéité des structures administratives, habitudes et méthodes professionnelles; le Gouvernement s'emploie à atténuer ces disparités. Une nouvelle stratégie nationale visant à doter les centres de santé mentale de davantage de personnel bénévole a été lancée en 2010 et une stratégie complémentaire portant sur la période 2012-2015 prévoit notamment d'organiser des cours de formation sur les droits de l'homme, d'améliorer la documentation et la qualité des données et d'établir à l'intention des autorités locales des lignes directrices communes sur la nécessité de faire davantage appel aux services de bénévoles.

52. En réaction aux efforts déployés par le Ministère de la santé et des affaires sociales pour encourager la transition vers des services de santé locaux et axés sur les bénéficiaires, le nombre d'équipes ambulatoires et d'admissions gérées par les patients eux-mêmes a augmenté. Les autorités ont entamé des travaux en vue de l'élaboration de lignes directrices nationales relatives au recours à la thérapie électroconvulsive et, en outre, un registre national sera créé afin de garder la trace des cas dans lesquels ce moyen thérapeutique a été utilisé.

53. De manière générale, les soins de santé mentale devraient toujours être dispensés avec l'accord du patient. Les admissions non volontaires dans les établissements psychiatriques ne sont autorisées que lorsque cette mesure est clairement la meilleure solution et qu'elle est appliquée dans le respect des critères définis dans la loi sur la santé mentale. Toutes les décisions relatives à une admission non volontaire sont suivies par une commission nationale de surveillance et peuvent être invalidées s'il apparaît que ces critères n'ont pas été respectés. Trois mois après l'admission, la commission examine s'il est encore justifié de dispenser des soins au patient sans son consentement. Les gouverneurs des comtés reçoivent et examinent les plaintes relatives aux traitements médicaux administrés contre la volonté du patient. Les particuliers peuvent faire appel aux services des médiateurs pour les patients s'ils ont besoin d'aide pour porter plainte.

54. Le Ministère de la santé élabore actuellement un rapport sur la qualité des soins et la sécurité des patients, qui porte sur la nécessité de prendre davantage en considération l'avis des bénéficiaires dans tous les domaines de la santé. En juin 2011, une commission chargée de revoir la législation relative à la contrainte dans le contexte des soins de santé mentale a soumis un rapport d'où il ressort que les moyens de contrainte ont encore leur place dans le cadre des soins psychiatriques destinés aux personnes gravement malades, mais que la loi sur la santé mentale devrait fixer des limites plus strictes et claires sur le recours à ces

moyens. Après avoir examiné ce rapport, le Ministère de la santé a décidé de se concentrer sur les mesures concrètes prévues dans la stratégie nationale visant à promouvoir la participation des bénévoles dans le cadre des soins de santé mentale, plutôt que d'élaborer une nouvelle loi.

55. Dans tout le pays, les soins de santé primaires dispensés aux détenus sont assurés par les services de santé de la région où se trouve l'établissement pénitentiaire. En cas d'urgence médicale, le médecin de garde examine le détenu et demande un transfert à l'hôpital. Lorsque l'interruption de l'exécution d'une peine est considérée comme injustifiée pour des raisons de sécurité, le patient est pris en charge par les services pénitentiaires régionaux et les médecins chefs du comté. Une enquête sur la santé mentale est actuellement effectuée dans les établissements pénitentiaires afin d'avoir un aperçu global des besoins en soins psychiatriques des détenus à l'échelon national. La collecte de données devrait s'achever au printemps 2013.

56. **M^{me} Meinich** (Norvège) dit que la délégation n'a malheureusement pas eu le temps de répondre aux questions du Comité sur les crimes de haine, l'aide juridictionnelle, la situation des Roms et le harcèlement des enfants juifs dans les écoles.

57. **Le Président** (Rapporteur pour la Norvège) prie la délégation de citer les questions du Comité qui, selon elle, sont sans rapport avec la Convention. Les questions relatives à l'applicabilité directe de la Convention ont été suscitées par un arrêt de la Cour suprême dans lequel cette juridiction a déclaré que la Convention aurait eu davantage d'influence sur sa décision si elle avait été incorporée dans la loi sur les droits de l'homme. Le Rapporteur note avec satisfaction que le processus de ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention touche à sa fin. Il remercie la délégation des précisions qu'elle a données sur le calendrier des modifications du Code pénal relatives aux motifs de discrimination.

58. Il aimerait savoir si le Gouvernement norvégien est certain que le droit des étrangers retenus au centre de Trandum d'être informés des moyens de contester le bien-fondé des décisions visant à leur imposer des restrictions est suffisamment garanti. Notant que le Gouvernement a rejeté les recommandations du groupe de travail Maeland tendant à ce que les dispositions autorisant le placement en détention provisoire de mineurs soient abrogées, il souhaiterait savoir si les autorités norvégiennes entendent donner suite aux autres recommandations de ce groupe de travail. Il prie la délégation d'indiquer s'il est exact que le nombre de suspects retenus pendant plus de quarante-huit heures dans les cellules des postes de police a augmenté de 2010 à 2011, que les prévenus qui se trouvent dans ces cellules sont toujours maintenus à l'isolement et que les responsables des établissements pénitentiaires ne sont pas tenus de motiver les décisions concernant le placement de détenus à l'isolement cellulaire. Il aimerait en outre savoir si les informations selon lesquelles les organes judiciaires n'auraient pas accès à la base de données INFOFLYT et 60 % des personnes privées de liberté en Norvège seraient des étrangers sont fondées. Enfin, il demande quels obstacles empêchent la délégation de fournir de statistiques sur les affaires de traitement discriminatoire mettant en cause des membres des forces de l'ordre.

59. **M. Wang Xuexian** (Corapporteur pour la Norvège) dit que le nombre de questions posées à la délégation norvégienne correspond en gros au nombre de questions que le Comité adresse généralement aux autres délégations avec lesquelles il a un dialogue. M. Wang Xuexian aimerait savoir combien d'enfants portés disparus ont été retrouvés et souhaiterait en savoir plus sur les raisons de leur disparition. Il invite la délégation à formuler des observations sur les informations selon lesquelles près de 90 % des viols ou tentatives de viol ne seraient pas signalés, 84 % des plaintes pour viol ne seraient jamais portées devant les tribunaux et la plupart des affaires de viol examinées par les tribunaux se solderaient par un acquittement. D'après des informations portées à la connaissance du Comité, en cinq ans, le nombre d'agressions sexuelles aurait augmenté de plus de 22 %, atteignant une moyenne de trois par jour en 2011.

60. Le Corapporteur souhaiterait recevoir de plus amples renseignements sur le cas exceptionnel d'un individu qui a été maintenu à l'isolement pendant cent dix jours. Pour le Comité, le maintien prolongé à l'isolement est assimilable à des mauvais traitements, voire à de la torture, et cent dix jours représentent une durée plus que prolongée.

61. **M. Bruni** demande des précisions sur le fonctionnement concret du système consistant à mettre sur liste d'attente des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement. Il prie la délégation d'indiquer la peine maximale prononcée contre les personnes figurant sur cette liste et de citer des exemples d'infractions de gravité mineure auxquelles ce système s'applique. Il voudrait savoir si cette méthode est bien acceptée par les condamnés et s'ils sont complètement libres pendant la période d'attente. Ce système est susceptible de causer des souffrances psychologiques du fait que l'exécution de la peine est différée. Il aimerait savoir si les détenus peuvent bénéficier d'une remise en liberté anticipée en cas de bonne conduite ou pour d'autres raisons.

62. **M. Tugushi** demande s'il est prévu de créer un centre spécialisé dans la prise en charge des victimes de la torture et si le Protocole d'Istanbul est appliqué dans le cadre de l'examen des demandes d'asile. Il aimerait savoir si des organisations de la société civile norvégienne, dont l'institution nationale des droits de l'homme et le mécanisme national de prévention, ont participé au dialogue sur le système de protection des droits de l'homme. Il demande si la police prend effectivement des mesures lorsque des centres d'accueil pour demandeurs d'asile lui signalent la disparition de mineurs non accompagnés et si elle réagit de la même façon que dans les cas de disparition où le mineur est norvégien.

63. **M. Gaye** souhaiterait un complément d'information sur les recours interjetés contre les décisions d'expulsion confirmées par les tribunaux.

64. **Le Président** (Rapporteur pour la Norvège), ayant à l'esprit la modification des exigences à remplir en matière de preuve dans le cadre d'une procédure d'asile, demande de plus amples informations sur les possibilités de bénéficier des services d'un conseil. Il voudrait savoir si les autorités norvégiennes jugent satisfaisante la façon dont les étrangers sont arrêtés et détenus et, en particulier, si elles sont pleinement en mesure d'informer ces derniers de leurs droits dans une langue qu'ils comprennent. Il demande en outre si les suspects sont détenus avec les condamnés.

65. **M. Domah** voudrait savoir dans quelles circonstances l'exception prévue à l'article 69 du Code de procédure pénale s'applique et, en particulier, si elle peut être invoquée dans les affaires de torture ou de viol.

66. **Le Président** (Rapporteur pour la Norvège) demande un complément d'information sur l'affaire concernant un ressortissant afghan qui a été évoquée précédemment et demande si une procédure est en cours.

67. **M^{me} Meinich** (Norvège) demande en quoi certaines questions du Comité, dont celles concernant l'affaire Arfan Bhatti, la suite donnée à l'enquête du 22 juillet, la ratification par la Norvège de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et les mesures générales se rapportant à la minorité rom, ont un lien avec la Convention contre la torture.

68. Le groupe de travail interministériel a tenu des consultations avec des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile sur le Protocole facultatif et le mécanisme national de prévention dont la désignation est proposée.

69. **M. Austad** (Norvège), répondant aux questions relatives au centre de Trandum, reconnaît que le traitement des plaintes émanant des personnes qui y sont retenues est lent. La Direction de la police veille à ce que ces personnes exercent leur droit de porter plainte dans leur langue, bénéficient des services d'un conseil et reçoivent un exemplaire de la

décision administrative pertinente; elles reçoivent également une brochure d'information à leur arrivée. Toutes les plaintes sont déférées aux autorités compétentes.

70. Si le pourcentage d'étrangers en détention provisoire (60 %) dépasse de beaucoup le taux d'étrangers dans le reste du système pénitentiaire (entre 33 et 34 %), c'est parce que les Norvégiens sont moins susceptibles de fuir le pays et non parce que le taux de criminalité est plus élevé chez les étrangers. En outre, il est plus facile d'imposer des peines de substitution à des Norvégiens, ce qui rend la détention superflue.

71. En ce qui concerne les comportements racistes des forces de l'ordre, les organes de la police ont indiqué que, lorsque des incidents de cette nature étaient signalés, aucune information n'était donnée sur la nationalité ou l'origine ethnique de l'auteur de la plainte. Les déclarations haineuses ou racistes peuvent être un motif justifiant l'ouverture de poursuites, mais plusieurs critères doivent être remplis pour que les dispositions pertinentes de la loi puissent être appliquées. Les directives de la police accordent un rang de priorité au signalement des affaires relatives à des allégations de racisme. Toutefois, celles-ci sont très rares.

72. Les mineurs non accompagnés qui disparaissent des centres d'accueil pour demandeurs d'asile posent des difficultés à la police. Le Parlement a récemment modifié la loi afin que les mineurs non accompagnés puissent être maintenus dans ces centres sans leur consentement, le but étant d'éviter qu'ils ne s'enfuient et ne deviennent victimes de la traite. Il reste maintenant à voir si cette législation est efficace. La procédure suivie en cas de disparition de mineur non accompagné est toujours identique, qu'il s'agisse d'un demandeur d'asile ou d'un Norvégien. Cependant, les raisons pour lesquelles les enfants disparaissent sont nombreuses et les disparitions ne sont pas toujours liées à des infractions. Le Gouvernement norvégien considère que, dans les affaires concernant des demandeurs d'asile mineurs, une enquête devrait être ouverte plus systématiquement. Le personnel des centres pour demandeurs d'asile comprend des employés formés pour traiter les questions liées à la traite, qui déterminent si des mineurs ont été victimes de cette pratique. Lorsque ces enfants vulnérables sont portés disparus, les renseignements pertinents sont communiqués à la police.

73. Les statistiques sur le viol doivent être examinées en tenant compte du contexte et le taux de signalement varie considérablement d'un pays à l'autre. Toute une série de circonstances doivent être prises en considération et peu de viols sont commis par des inconnus. Les plaintes pour viol sont adéquatement traitées par la police. Celle-ci offre aux victimes la possibilité de donner des informations détaillées même si les actes qu'elles décrivent ne correspondent pas à la définition juridique du viol. Toutefois, un grand nombre d'affaires de viol n'est jamais porté devant les tribunaux en raison de l'absence de témoins fiables ou d'éléments de preuve suffisants; en outre, les critères stricts à remplir en matière de preuve représentent un problème dans les affaires de viol. L'État partie est déterminé à améliorer le traitement des plaintes et l'efficacité des enquêtes sur les affaires de viol car beaucoup reste encore à faire dans ce domaine.

74. Bien que les personnes retenues temporairement dans les cellules de garde à vue n'aient pas de contact avec les autres détenus, elles ne se trouvent pas à l'isolement cellulaire proprement dit. Cela étant, il est important de transférer les suspects dans un centre de détention ordinaire dans les meilleurs délais.

75. Le centre de Trandum n'accueille que des détenus étrangers qui ont été condamnés pour infraction à la loi, dont des personnes condamnées à une amende. La délégation fournira des statistiques plus précises à ce sujet en temps utile.

76. L'article 69 du Code de procédure pénale s'applique notamment dans le cas où une victime de la traite a violé la loi. Les poursuites peuvent ensuite être abandonnées étant donné que ces personnes sont considérées avant tout comme des victimes. Cet article ne

s'applique que dans les affaires portant sur des infractions mineures ou dans des circonstances exceptionnelles.

77. **M^{me} Myhren** (Norvège) donne des statistiques sur les mineurs non accompagnés qui se sont enfuis des centres d'accueil pour demandeurs d'asile. En mai 2012, 49 des 100 mineurs non accompagnés qui avaient quitté les centres d'accueil en 2011 sans laisser d'adresse étaient encore introuvables; 25 d'entre eux ne sont plus mineurs à l'heure actuelle.

78. Les procédures d'asile sont conformes au Protocole d'Istanbul, lequel est applicable dans le contexte d'une demande d'asile. Le personnel reçoit une formation sur les droits de l'homme et sur la façon de conduire un entretien avec un demandeur d'asile. La Commission de recours en matière d'immigration a publié une liste de points à vérifier qui est mise à la disposition de tous les employés chargés des dossiers, le but étant de garantir que des preuves fiables soient recueillies. En outre, la Direction de l'immigration a dispensé une formation aux personnes chargées des entretiens afin de les sensibiliser aux questions liées à la torture. Conformément au Protocole d'Istanbul, les migrants sont soumis à un examen médical dès leur arrivée dans un centre d'accueil.

79. Avant 2005, les demandeurs d'asile avaient droit à trois heures d'entretien avec un conseil. La procédure a changé et est désormais axée sur la communication d'informations. Lorsqu'une demande d'asile est étudiée, la présence ou l'absence d'un conseil n'a pas d'incidence sur le calendrier d'examen de la demande; les demandes d'asile sont traitées dès que possible.

80. En 2010, les tribunaux ont examiné 58 affaires liées à la loi sur l'immigration (demandes d'asile et autres) et, dans neuf cas, les étrangers concernés ont obtenu gain de cause. En 2011, les tribunaux ont été saisis de 75 affaires et ont rendu une décision favorable dans 22 cas.

81. **M. Andersen** (Norvège) dit qu'un groupe de travail a examiné la façon dont le Protocole Istanbul était appliqué dans le pays, à la suite de quoi plusieurs mesures ont été appliquées ou projetées afin d'améliorer le système de l'asile. Ce groupe de travail a insisté sur la nécessité d'améliorer les soins primaires et spécialisés et d'évaluer la communication et la collaboration entre les services et les autorités. Les mesures en question consistaient notamment dans le lancement de programmes de formation à l'intention du personnel travaillant dans les centres de détention, la conclusion d'accords médicaux standard visant à donner aux migrants vulnérables la possibilité de bénéficier de soins de santé, l'exécution de programmes d'éducation en faveur des mineurs en difficulté, la diffusion d'informations et de lignes directrices révisées, la traduction des documents pertinents, l'application de mesures tendant à garantir la conformité des services de santé avec la législation et la réglementation nationale, l'établissement systématique de dossiers sur les affaires de torture, la collaboration avec les autorités de l'immigration afin de pourvoir aux besoins des personnes dont la situation relève du Règlement Dublin II, la communication des informations pertinentes aux centres d'accueil et de santé et le traitement des demandes.

82. Pour le moment, il n'est pas prévu de créer des services spéciaux de prise en charge des victimes de la torture; les services de santé norvégiens sont en mesure de prodiguer les soins nécessaires à ces personnes. Toutefois, cinq centres régionaux d'appui qui s'occupent plus particulièrement des réfugiés sont spécialisés dans la prise en charge des mineurs non accompagnés. En outre, des instructions sont données à ce sujet aux services de santé primaires et locaux et des réseaux de collaboration sont en place. Les autorités régionales chargées de la santé sont compétentes pour créer des services de santé spécialisés.

83. Se référant à un document stratégique datant de 2008, M. Andersen souligne la nécessité de renforcer la coopération en matière de prise en charge des victimes de la violence, dont les réfugiés et les demandeurs d'asile. Depuis 2006, les crédits alloués par la

Direction de la santé aux centres régionaux comprennent des ressources destinées à une équipe psychosociale qui s'occupe des réfugiés.

84. **M. Skulberg** (Norvège) dit qu'en moyenne, la durée maximale des peines prononcées en Norvège est de quatre mois. Bien que le système de liste d'attente pour l'exécution des peines pose problème, le moyen d'y remédier n'est pas de construire davantage de prisons. Les peines de substitution sont d'autant plus nécessaires que le nombre de personnes condamnées à des peines de courte durée est élevé; l'objectif est de réduire les risques de récidive et de trouver des solutions plus humaines et moins coûteuses. Actuellement, près de 700 personnes se trouvent sur cette liste d'attente alors qu'en 2006, on en dénombrait environ 3 000.

85. En règle générale, les condamnés ont deux mois pour se préparer à entrer dans le système pénitentiaire. Cette période n'est pas considérée comme une attente dans une queue à moins qu'elle ne dépasse deux mois. Les condamnés restent chez eux pendant cette période et ils ne sont ni soumis à une surveillance électronique, ni tenus de respecter des conditions spéciales. Plus de 90 % des condamnés se présentent spontanément à la prison pour exécuter leur peine. Ce système fonctionne et permet d'éviter le surpeuplement carcéral.

86. L'administration pénitentiaire est tenue de justifier le placement à l'isolement cellulaire, sauf dans certains cas prévus dans les dispositions de la loi sur l'exécution des peines, notamment lorsque la sécurité de l'établissement ou l'efficacité de l'enquête est en jeu.

87. Le système INFOFLYT est conçu pour faciliter l'échange d'informations entre la police et les services pénitentiaires. En mai 2012, un comité chargé d'examiner cette question a soumis son rapport et la consultation populaire organisée ultérieurement s'est achevée la veille. Les services pénitentiaires peuvent transmettre à la police des informations sur des détenus pour prévenir ou combattre la criminalité. En tel cas, la loi sur les registres de police est appliquée afin de protéger les droits des détenus. Le Ministère de la justice et de la sécurité publique étudiera le rapport susmentionné et les résultats de la consultation populaire. Il a été proposé d'adopter une réglementation garantissant un équilibre entre les droits des détenus et de la population.

88. Des mesures ont été prises pour améliorer le système de détention provisoire et, en particulier, des accords ont été conclus avec plusieurs établissements pénitentiaires à surveillance réduite et trois prisons ont été adaptées pour accueillir des personnes en détention provisoire. Ainsi des mesures ont été prises pour donner suite au rapport Maeland.

89. **M. Aaserudhagen** (Norvège) dit que, dans son rapport, le groupe de travail Maeland n'a pas soulevé d'objections fondamentales mais qu'il s'est dit préoccupé par les peines provisoire de courte durée et par le système de préparation des délinquants à la mise en liberté provisoire. Ces questions seront examinées par le Ministère de la justice, bien qu'on ne leur ait pas encore accordé beaucoup d'attention à ce jour. En ce qui concerne la liberté conditionnelle, les juges saisis d'affaires portant sur des infractions de droit commun ont uniquement accès aux documents et déclarations présentés à l'audience par le parquet et la défense. Les faits sont appréciés compte tenu de toute une série d'informations.

90. M. Aaserudhagen tient à préciser que la Cour suprême n'a pas affirmé que la Convention avait moins de poids du fait qu'elle n'a pas été incorporée dans l'ordre juridique interne. En l'espèce, il ne s'agissait pas de déterminer si la Convention était directement applicable en droit norvégien mais de se prononcer sur des subtilités du droit de la procédure civile. L'argument avancé par la Cour suprême ne vaut pas pour les affaires se rapportant à la prévention de la torture mais pour certaines affaires civiles antérieures.

Ses commentaires concernent les dispositions actuelles de la Convention plutôt que son incorporation dans le droit interne.

91. **Le Président** dit que le Comité tiendra compte des remarques de l'État partie lorsqu'il élaborera ses observations finales.

La séance est levée à 18 heures.